

RENCONTRES DE BORDEAUX

Au secours des librairies

CLARISSE NORMAND
ET CÉCILE CHARONNAT
PHOTOS OLIVIER DION

Avec des libraires plus nombreux et plus combatifs qu'il y a deux ans à Lyon, les Rencontres nationales de la librairie, les 2 et 3 juin à Bordeaux, ont été marquées par les annonces des éditeurs et des pouvoirs publics.

I

ncontournables ! Deux ans après leur première édition à Lyon, les Rencontres nationales de la librairie qui ont eu lieu les 2 et 3 juin à Bordeaux ont montré l'importance déjà acquise par la manifestation. En témoignent l'affluence sans précédent, avec la présence de

750 professionnels, dont 550 libraires, mais aussi l'importance des déclarations qui y ont été formulées. Cela a été aussi bien le fait du président du conseil régional d'Aquitaine, Alain Rousset, également président de l'Association des régions de France, que du président du Syndicat national de l'édition (SNE), Vincent Montagne, P-DG de Média-Participations, ou de la ministre de la Culture, Aurélie Filipetti. Ouvrant le bal dimanche 2 juin au soir, Alain Rousset a proposé d'engager une réflexion sur la suppression du rabais de 9 % pour les ventes aux collectivités et a appelé de ses vœux la création d'un établissement public foncier régional permettant de préempter des locaux pour y implanter des librairies.

Le lendemain, Vincent Montagne a annoncé la mobilisation d'un fonds de 7 millions d'euros, qui sera confiée à l'Association pour le développement des librairies de création (Adelc) et sera alimenté par une contribution volon-



“ Il n'y aura pas de grand soir en librairie. Nous avancerons à petits pas et l'on ne reverra pas de sitôt un tel plan de soutien. ”

MATTHIEU DE MONTCHALIN,
PRÉSIDENT DU SLF



Sur les 750 professionnels du livre présents au Théâtre national de Bordeaux en Aquitaine, on comptait pas moins de 550 libraires.

taire des éditeurs, voire des autres acteurs économiques de la chaîne. Un geste sans précédent dans l'histoire de l'édition.

Impact. De son côté, Aurélie Filippetti a notifié, dans le cadre du plan librairie, l'attribution de 2 millions d'euros supplémentaires au Centre national du livre (CNL), portant à 4,5 millions d'euros ses capacités d'intervention auprès des libraires. Ayant précisé les dates d'entrée en vigueur des aides annoncées en mars au Salon du livre (voir encadré ci-contre), elle a également encouragé l'ouverture de plusieurs chantiers autour de la gratuité des frais de port pratiquée par les sites de vente sur Internet et des baux commerciaux des librairies en centre-ville. Enfin, elle a fermement incité les professionnels du livre, en particulier l'Adelc, à aider à la reprise des librairies Chapitre par des indépendants. Autant d'interventions témoignant de l'impact qu'ont finalement eu les premières Rencontres de //



Aurélie Filippetti, ministre de la Culture.

18 millions d'euros

C'est la somme totale mobilisée pour la librairie indépendante française entre mars et juin 2013.

Le SNE va collecter 7 millions auprès de ses adhérents, sur la base du volontariat et selon des modalités qui seront dévoilées lors de l'assemblée générale du syndicat, le 27 juin. Ces fonds seront ensuite confiés à l'Adelc, qui devra rapidement déterminer avec les libraires les critères d'attribution des prêts.

De son côté, la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, apporte : 5 millions dédiés au fonds d'avance en trésorerie placé sous l'égide de l'Ifcic, mobilisable à l'automne.

4 millions alloués à l'Adelc pour renforcer le dispositif d'aide à la transmission des entreprises, opérationnel en juillet.

2 millions qui viennent augmenter le budget de 2,5 millions que le CNL consacre déjà à la librairie. La somme sera sanctuarisée dans le budget de l'établissement public.

Par ailleurs, les textes législatifs concernant le médiateur et l'assermentation d'agents du ministère de la Culture pour constater d'éventuelles infractions à la loi Lang sont prêts. Reste à leur trouver un créneau au Parlement, avant le 1^{er} trimestre 2014, s'est engagée la ministre. © C. CH.



Pendant les pauses, sur les marches du théâtre chauffées par le soleil bordelais.

/// Lyon en portant sur le devant de la scène la question de l'avenir de la librairie indépendante. Si les annonces évoquées ont été fortement applaudies, personne n'est dupe : il reste encore un long chemin à parcourir pour résoudre les problèmes des libraires. Or, pour beaucoup, il en va de leur survie. Témoignant de cette inquiétude, la mobilisation des libraires a atteint des records.

Qualité de l'organisation. A cet égard, force est de saluer la qualité de l'organisation assurée par le Syndicat de la librairie française (SLF) qui a su préparer l'événement dans de très bonnes conditions. Le choix du lieu, le Théâtre national de Bordeaux en Aquitaine (TNBA), était judicieux car très central et parfaitement adapté à l'ampleur de la manifestation ainsi qu'à son déroulement mêlant cette année séances plénières et ateliers thématiques. Le petit square Jean-Vauthier, séparant les deux salles nécessaires aux ateliers (Antoine-Vitez avec 750 places et Jean-Vauthier avec 450 places), a lui aussi été un vrai lieu d'échanges. Entre les séances de travail et lors des buffets-déjeuners les participants s'y sont retrouvés d'autant plus volontiers que le soleil était de la partie.

Comme l'avait fait savoir le SLF, les Rencontres ont été placées sous le signe du volontarisme et ont donné lieu à des débats dont la qualité des échanges est montée en puissance au cours des deux jours, notamment dans les deux ateliers du lundi matin qui traitaient respectivement du qualitatif et des achats-retours (voir p. 17 à 19). Plus houleux, l'atelier tenu l'après-midi, en séance plénière, à propos des relations commerciales, a cristallisé les tensions autour des diffuseurs et directeurs commerciaux. Tandis que plusieurs

De g. à d. : Matthieu de Montchalin (président du SLF), Didier Grevel (Adelec), Sébastien Saunier (Ifcic) pendant l'atelier « Financer une librairie : quels leviers ? ».



Aurélie Filippetti reçue par le maire de Bordeaux, Alain Juppé.

petits libraires, parmi lesquels Mélanie Le Saulx (Neverland à Achères), ont lancé un véritable cri de détresse, Philippe Legrand, à la tête de Calligrammes, l'une des principales librairies de La Rochelle, a parlé de « scandale » : « J'ai le sentiment, à la fin de ces deux jours, d'appartenir à un ordre mendiant. J'ai honte d'être obligé de demander de l'argent. » Derrière ces interventions parfois agressives, s'exprimait surtout l'anxiété de toute une partie de la profession, aujourd'hui

en situation de grande précarité. En creux, on pouvait aussi y lire le fossé grandissant entre les petites librairies et les autres. Réceptif au message de ses confrères, Matthieu de Montchalin a conclu la manifestation en invitant chacun à continuer à se battre en exploitant les nombreuses pistes d'amélioration évoquées tout au long de ces deux jours. Ainsi espère-t-il que les prochaines Rencontres dans deux ans soient « teintées de plus d'optimisme ». **© C. N.**

« Avec le SNE, le SLF ouvre un nouveau chantier sur l'instauration de la gratuité des frais de transport. Ce serait une véritable bouffée d'oxygène et la correction d'une inégalité qui n'est plus tenable. »

MATTHIEU DE MONTCHALIN, PRÉSIDENT DU SLF

Ce qu'on retiendra des Rencontres 2013

Dans les ateliers, en séances plénières ou dans les discussions informelles, certaines propositions se sont imposées au cours des deux jours de Rencontres. *Livres Hebdo* en a retenu six portant sur le financement, la formation, la mutualisation, les achats et leur corollaire, les retours...

1. Placer le client au centre

Outre l'aspect technique du métier, le client aura été le thème majeur au centre des réflexions, qui a irrigué ateliers et tables rondes. Dès le dimanche matin, la problématique s'est ouverte avec les résultats de l'étude menée par l'Obsoco (Observatoire société et consommation) présentés par Philippe Moati, son directeur. Inédite en France, cette analyse de la clientèle de la librairie indépendante a suscité de vives réactions parmi les libraires, de l'incompréhension et de l'agacement à l'intérêt le plus marqué. Beaucoup en ont d'ailleurs demandé le détail afin, de retour chez eux, de creuser les pistes qu'elle dessine dans l'amélioration de la connaissance et de la gestion du client. Une exploration que devait poursuivre de manière pratique l'atelier consacré à l'accueil, à la vente, au conseil et à la fidélisation, qui a toutefois raté sa cible. On y a effectivement peu parlé du client mais surtout échangé des expériences et des idées, qui, aux dires de nombre de participants, n'ont pas toujours eu le caractère innovant qu'ils espéraient. Signe sans au-

“ Il faut absolument améliorer les délais de livraisons pour les commandes clients. En l'état actuel, la librairie indépendante ne peut pas être compétitive par rapport à Amazon. Nous, par exemple, nous sommes souvent sur une semaine d'attente alors qu'Amazon livre en deux jours. ” KRISTEL BOURG, BOOKSTORE, BIARRITZ

cun doute de l'attente énorme suscitée par le sujet et du manque de pratique et d'outils performants existant à ce jour.

2. Frapper aux bonnes portes

Dans le prolongement de l'étude économique réalisée par Xerfi, la question du financement de l'activité et des problèmes de trésorerie a été largement débattue. Une table ronde a même été dédiée à ce sujet. Au-delà des bonnes pratiques au quotidien (bien acheter, renégocier

chaque année le montant de ses charges externes), l'importance accordée à la gestion de crise a permis de mettre en avant le rôle de certains organismes financiers et interprofessionnels ainsi que celui de l'épargne citoyenne. La librairie est sans doute l'un des rares commerces où le gérant peut en effet faire appel à ses clients pour le soutenir. Ainsi Wilfrid Séjeau (Le Cypres et Gens de la lune, Nevers) leur a proposé, comme à certains éditeurs, « de devenir des associés de la librairie » et a levé de cette façon //



Anaïs Massola, Le Rideau rouge, Paris.

“ Comment les diffuseurs peuvent-ils se permettre de nous demander de mieux connaître nos clients ? ”

ANAÏS MASSOLA, LE RIDEAU ROUGE, PARIS



Kristel Bourg à l'écran pendant l'atelier « Libraires indépendants, libraires en réseaux : quelles actions mutualisées ? ».



Wilfrid Séjeau.

“ J'ai proposé à nos clients de devenir des associés de la librairie. Nous avons ainsi levé 80 000 euros. Pour certains, c'est une façon de donner du sens à leur argent. ”

WILFRID SÉJEAU, LE CYPRES, NEVERS



Sylvain Fourel (La Voie aux chapitres, Lyon) et Alain Kouck (Editis).



Karima Gamgit (Volumen) et Alain Panaget (Sauramps, Montpellier).



Xavier Moni (Comme un roman, Paris) et Bruno Caillet (Gallimard).

/// « 80 000 euros ». « Pour certains, c'est une façon de donner du sens à leur argent », observe l'heureux bénéficiaire. L'aide d'organismes comme l'Adelc qui peut octroyer des fonds à moyen terme et ou l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Ifcic) qui garantit les prêts bancaires et accorde des avances d'urgence de fonds de trésorerie a également été soulignée. « Remboursables au bout d'un an, ces avances offrent au libraire un répit qu'il doit mettre à profit pour restructurer sereinement sa trésorerie, a rappelé Matthieu de Montchalain, président du SLF et P-DG de L'Armitière à Rouen. En travaillant sur ses besoins réels qu'il lui faut calibrer sans les minimiser, le libraire peut transformer un prêt d'urgence en prêt à moyen terme et repartir sur des bases saines. »

3. Jouer collectif

Désormais bien ancrée dans le schéma des libraires, la mutualisation a montré aux Rencontres toutes ses facettes. De l'association locale au groupement national, du partage d'informations et d'expériences à l'intégration poussée et à la création d'outils commerciaux et de pilotage, en passant par des fonds propres de soutien, chacun explore ses pistes à des degrés divers avec un objectif unique : se comparer pour mieux comprendre et progresser.

Pour cela, le SLF a présenté son Observatoire économique, dont les premiers tests débiteront au second semestre 2013 avant une mise en service globale prévue pour 2014. Nourri par les besoins qu'a fait émerger Datalib, cet outil, qui informe à la fois sur les ventes, les achats et les retours, proposera au libraire, via une plateforme Internet, des tableaux de bord qu'il pourra paramétrer selon de nombreux critères (par rayons, éditeurs, diffuseurs, distributeurs, collections ou encore par modes de vente) et des rapports d'activités personnalisés.

Au-delà, Matthieu de Montchalain a appelé ses confrères à jouer plus collectif et leur a lancé, en clôture des Rencontres, un vibrant appel : « Ces pistes qui ont émergé, il nous reste à les explorer et à les tester. Cela ne pourra se faire sans les libraires. J'attends donc de vous que vous exprimiez davantage encore vos problématiques et vos priorités, un investissement personnel certes, mais qui profitera à la collectivité. »

4. Etre toujours plus pro

La question de la formation, qui renvoie au travail qualitatif, c'est-à-dire aux fondamentaux même du métier, est apparue centrale tout au long de ces Rencontres. Les échanges qui ont ponctué la manifestation, témoignant parfois de certaines méconnaissances, n'ont fait que confirmer la nécessité de développer la formation. C'est d'ailleurs le sens de l'aide accordée par les éditeurs. Les libraires eux-mêmes ont reconnu la nécessité de se professionnaliser : pour mieux utiliser les outils à leur disposition, pour mieux préparer leurs rendez-vous professionnels et ainsi mieux défendre leurs intérêts face à leurs fournisseurs, banquiers, élus

LES PISTES D'ALAIN ROUSSET, PRÉSIDENT DE RÉGION

Dimanche 2 juin, lors d'une soirée offerte à l'hôtel de région, l'Aquitaine a réaffirmé son attachement aux librairies, comme en témoigne déjà son budget annuel pour le livre d'un montant sympathique de 4 millions d'euros. Alain Rousset, président du conseil régional d'Aquitaine, également président de l'Association des régions de France, a ainsi lancé plusieurs pistes de réflexion. Rappelant qu'il y a deux ans la loi Lang fêtait ses 30 ans, il a soulevé la question des différents rabais autorisés qui, selon lui, aggravent surtout le problème de rentabilité des librairies. Fort de cette approche, il a proposé d'engager une réflexion avec les représentants des élus locaux sur la suppression du rabais de 9 % dont bénéficient aujourd'hui les collectivités et leurs bibliothèques dans leurs achats de

livres. Une proposition soutenue, dès le lendemain, par la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, qui s'est dit prête à participer à la réflexion. Parallèlement, Alain Rousset a appelé de ses vœux la création d'un établissement public foncier régional permettant de préempter des locaux pour y implanter des librairies avec des niveaux de loyers correspondant à leur économie ainsi que la mise en place de conventions entre l'Etat et les Régions pour augmenter les moyens d'intervention en faveur des librairies. Le même jour, dans la matinée, Vincent Feltesse, président de la communauté urbaine de Bordeaux, avait déclaré vouloir initier la mise en place d'un groupe de réflexion parlementaire pour préparer de futures mesures en direction de la librairie. **o c. n.**

locaux... Wilfrid Séjeau (Le Cyprès et Gens de la lune, Nevers) a notamment évoqué l'intérêt qu'il y aurait à apprendre aux libraires à répondre aux appels d'offres pour capter davantage de marchés publics. Mais, bien sûr, la formation suppose que les libraires acceptent de s'interroger et de remettre en cause leurs pra-

tiques. Ce que pointe Sophie Mallet (Rendez-vous n'importe où, à Pontivy) en observant l'absence de discussions sur les moyens d'améliorer la qualité des animations, jugées pourtant décevantes par les clients selon l'étude de Philippe Moati.

5. Jongler entre commerce et culture

« Si nous sommes devenus libraires, c'est pour l'offre, observait Jean-Marie Ozanne (Folies d'encre, Montreuil). Reste que comme n'importe qui, un libraire a besoin de deux jambes pour marcher : l'offre, c'est entendu, mais aussi la demande. » Toute la difficulté du métier consiste à jongler en permanence entre commerce et culture, plaisirs et contraintes... En bref, à trouver la bonne alchimie en fonction de l'identité de la librairie et de sa clientèle.

Comme l'a résumé Eric Fitoussi (Le Passage, Lyon), « les libraires ont aussi des lignes éditoriales ». A cet égard, il a souligné la mission d'accompagnement du client dans la durée, « en l'aidant à passer des lectures faciles à des lectures plus évoluées ». Sans négliger la demande spontanée de la clientèle, Florence Andrieu, à la tête des Beaux jours à Tarbes depuis un an et demi, après une expérience dans l'Espace culturel Leclerc local, ne cache pas son plaisir à voir « la façon dont les clients suivent » ses sélections. « La grande différence que j'observe dans l'exercice de mon métier depuis que je suis devenue indépendante, c'est la liberté de choisir et de faire exister mes choix. »

6. Juguler les retours

L'exemple donné par Dominique Fredj (Le Failleur, Rennes) a marqué. « Mes 25 % de retours me coûtent, par an, 80 000 euros en tout. » L'un des mérites de ces Rencontres aura été de donner des axes de travail concrets pour diminuer le taux de retour, et par conséquent maîtriser ses achats, deux revers de la même médaille vus par beaucoup comme les principaux leviers pour augmenter la marge.

Anne Martelle (librairie Martelle, Amiens) centralise ainsi toutes les commandes de nouveautés et met en regard, au moyen de trois couleurs, vert, orange ou rouge, les quantités commandées et celles vendues aux clients. Chez Lucioles (Vienne), Alain Belier responsabilise ses libraires en leur demandant que les quantités achetées soient vendues avant le paiement de l'échéance.

Élément essentiel pour maîtriser ses achats, le rôle du représentant a aussi été beaucoup discuté. Si tous les libraires souhaitent une « collaboration professionnelle » avec lui, il reste qu'il cristallise deux logiques commerciales qui s'affrontent et que les libraires ont du mal à gérer. Leur « agressement commercial et la pression qu'ils exercent » ont ainsi été pointés du doigt par nombre de participants. La possibilité, pour les libraires, de pouvoir préparer les visites en amont, les analyses chiffrées et le dégageant des nouveautés pour mieux travailler au fonds ont, en revanche, fait l'objet de consensus. ● C. N. et C. CH.

Amazon, le Voldemort de la librairie française

Son ombre, tenace, aura plané tout au long des deux jours des Rencontres. Cité en contre-exemple, vilipendé pour ses pratiques commerciales agressives et sa politique fiscale douteuse, le géant américain de la vente en ligne y a fait office de nouvelle bête à abattre, endossant le rôle qu'a longtemps joué la Fnac dans le cœur des libraires.

Si le pure-player s'est infiltré jusque dans le discours d'Aurélié Filippetti, qui a notamment dénoncé son comportement « destructeur pour les libraires » et des « conditions de concurrence qui ne sont pas équitables », il a surtout alimenté une passe d'armes musclée entre libraires et diffuseurs présents à la table ronde dédiée aux relations commerciales et à la répartition des marges. Au cœur du débat, les remises supposées excessives accordées par les éditeurs à Amazon et qui permettraient de financer la gratuité des frais de port.

Après s'être fait tirer l'oreille, Bruno Caillet, directeur commercial de Gallimard, a finalement rappelé que son groupe accordait « un maximum de 38 % sur les collections de grande diffusion et 36 % sur la "Pléiade" ». « Et je sais que chez d'autres, la remise est inférieure. »

Un rappel qu'est d'ailleurs venu appuyer Benoît Bougerol, patron de La Maison du livre à Rodez et ancien président du SLF. « Le modèle économique prédateur d'Amazon n'est pas financé par les diffuseurs mais par des banquiers qui acceptent que le site vende à perte parce qu'ils misent sur sa situation monopolistique d'ici à dix ans. »

Une heure plus tard, les subventions octroyées par le conseil régional de Bourgogne pour l'implantation de l'entrepôt d'Amazon à Chalon-sur-Saône s'invitaient à la table des discussions portant sur les politiques publiques. Appelé à se prononcer, Nicolas Georges, chef du Service du livre et de la lecture au ministère de la Culture, a alors affirmé sans ambages qu'à titre personnel il trouvait « scandaleux de donner des subventions à un site qui ne paie pas les impôts qu'il doit ». ● C. CH.



Francis Lang.

« Outre l'amélioration de la gestion des flux, le travail du libraire vis-à-vis du consommateur reste à approfondir, c'est aussi la clé pour dégager des marges de progression. »

FRANCIS LANG, HACHETTE



Olivier Bétourné (P-DG du Seuil).